

COURSE AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19 : AU COEUR DES STRATÉGIES GÉOPOLITIQUES

MÉLANIE HÉRIBERT
FÉVRIER 2021



GettyImages-1266808661 | Source : Getty

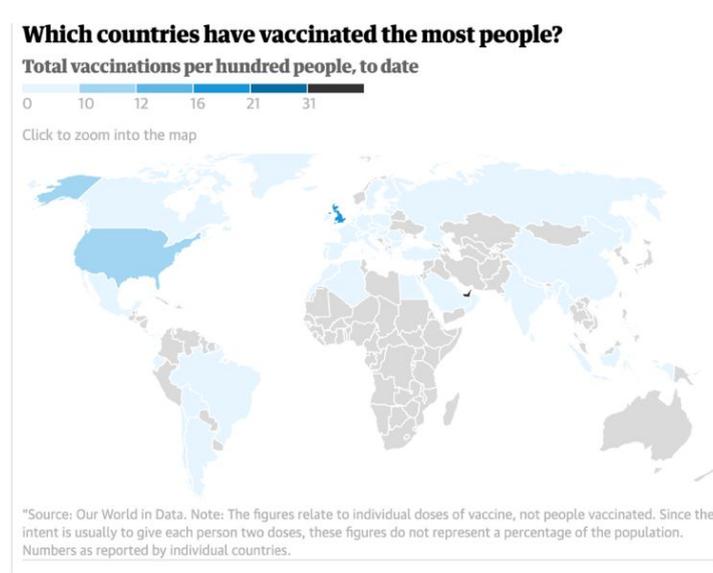
COURSE AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19 : AU COEUR DES STRATÉGIES GÉOPOLITIQUES

En date de février 2021, 106 millions de personnes dans le monde ont été testées positives au COVID-19 et 2.300.000 en sont décédées¹. L'augmentation du nombre de morts entre 2020 et 2021 témoigne d'une situation sans précédent dans l'histoire contemporaine. Après avoir fait le tour du monde plusieurs fois en revenant par vagues dans certains pays, le virus de la COVID-19 a muté, remettant en cause l'efficacité des vaccins dans lesquels tous les espoirs avaient été mis. Même si les régions du monde ne sont pas confrontées à la même urgence sanitaire, des milliards de personnes, qui ont vu leurs vies bouleversées et leurs libertés restreintes, ne désirent plus que l'enrayement de cette crise par leurs États. Car bien plus qu'une pathologie, c'est une réelle situation économique et sociale dramatique qui a, par la même occasion, rebattu les cartes géopolitiques du monde.

Enjeux de santé publique et stratégies vaccinales

D'un point de vue de santé publique, il est essentiel que tous les pays aient un accès rapide au vaccin pour contrôler la pandémie et empêcher que la situation ne s'aggrave. Mais au-delà des considérations de politiques intérieures, de forts enjeux géopolitiques entourent la vaccination contre la COVID-19.

Actuellement, 210 candidats-vaccins sont en cours de développement à travers le monde et seuls une dizaine sont opérationnels². Les pays les plus avancés dans cette « course aux vaccins » sont les États-Unis (vaccins Pfizer et Moderna), le Royaume-Uni (vaccin AstraZeneca), la Chine (vaccins Sinopharm et Sinovac) et la Russie (vaccin Spoutnik-V). Ces vaccins sont reconnus dans de nombreux pays et ont déjà commencé à être injectés au sein de la population d'une cinquantaine d'États. De nombreux pays ont ainsi suivi la Chine et ont débuté leurs campagnes de vaccination depuis décembre 2020. Pour le moment, c'est Israël le plus performant avec plus de 44% de sa population vaccinée. En comparaison, la France n'a vacciné que 2% de sa population et attend que d'autres doses lui soient livrées.



Dans un article datant du 8 février 2021, le journal anglais *The Guardian* a collecté les données de l'université John Hopkins et présenté sous forme de carte le taux en vaccination des pays³.

¹ OMS, « Tableau de bord de la maladie du coronavirus »

² OMS, « Projet de paysage et de suivi des vaccins candidats contre le COVID-19 »

³ GUTIERREZ Pablo, CLARKE Sean and KIRK Ashley, *Covid world map: which countries have the most coronavirus vaccinations, cases and deaths*, *The Guardian*, le 8 février 2021

Car en effet, se procurer des doses de vaccin est une véritable problématique pour de nombreux États, parfois contraints à livrer un combat de bras de fer avec des laboratoires. C'est le cas de l'Union Européenne avec AstraZeneca, qui prévoit de livrer seulement le quart des vaccins promis. Outre la Hongrie qui a décidé de faire cavalier seul, l'Union Européenne s'est unie en commandant des doses en commun. Cependant les retards de livraison ont provoqué des pénuries localisées, ralentissant le rythme des campagnes de vaccination. Ces retards sont dus à deux raisons principales : d'une part les chaînes de production sont inadaptées à une production de masse, ce qui limite la production. D'autre part, les pays producteurs préfèrent servir en premier leurs concitoyens plutôt que d'exporter leurs produits : c'est le mécanisme de « nationalisation de la production vaccinale », comme l'illustre le retard de livraison d'AstraZeneca avec l'Union Européenne⁴.

Ce qu'illustrent les tensions entre l'Union Européenne et AstraZeneca c'est le fait que les laboratoires sont incapables de produire seuls les milliards de doses nécessaires pour vacciner la planète. Ainsi ne serait-ce pas plus judicieux que les États aient accès aux brevets afin qu'ils puissent produire des vaccins dans un nombre suffisant ? C'est la demande formulée en octobre 2020 par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La demande a été faite de lever les brevets sur le vaccin contre la COVID-19 afin que les capacités de production des différents vaccins soient à la hauteur des besoins mondiaux jusqu'à ce que l'immunité soit atteinte au niveau mondial. Ont suivi la pétition publiée par *The Lancet*, cosignée par une vingtaine de Prix Nobel. Cette proposition est d'autant plus pertinente que les vaccins ont pu être développés grâce à la mobilisation des États s'élevant à 10 milliards de dollars pour les États-Unis et 2,7 milliards d'euros par l'UE. Dans tous les cas, il n'existe rien dans la législation qui puisse interdire la levée des brevets, comme l'explique Pierre Breesé, conseiller en propriété industrielle : « *il existe dans toutes les législations nationales un système de licence obligatoire et de licence d'office. La première prévoit que, contre rémunération, le propriétaire du brevet ne peut s'opposer à la production d'un médicament, alors que la seconde peut jouer en cas d'urgence sanitaire et ne donne lieu à aucune compensation* »⁵. D'un autre côté, l'OMC peut, avec son article 31, suspendre temporairement le monopole d'exploitation associé à un brevet : c'est le cas en Thaïlande, en Inde ou en Afrique du Sud pour le traitement contre le VIH. De plus, Moderna avait annoncé dès octobre qu'il ne poursuivrait pas les entreprises qui produiraient ses vaccins sans respecter sa licence car, de manière générale, aucun laboratoire ne peut poursuivre un État durant une pandémie⁶.

En réalité plusieurs acteurs, tels que le président de La République en Marche (LREM) de la Commission de la Santé, considèrent que c'est une « fausse bonne idée » car le vrai sujet serait celui de la capacité de production et de conservation : « *ce n'est pas parce qu'on a le brevet qu'on est capable de produire le vaccin. Il s'agit d'une technologie nouvelle extrêmement complexe, l'ARN messager, et qui nécessite des équipements particuliers* ». C'est la raison pour laquelle le laboratoire Sanofi va collaborer avec Pfizer pour l'aider à produire son vaccin. Dans ce cas précis, il se contentera seulement de la mise en flacon.

⁴ ROBBINS Rebecca, ROBLES Frances, ARANGO Tim, Here's Why Distribution of the Vaccine Is Taking Longer Than Expected, *The New York Times*, publié le 31 décembre 2020 et actualisé le 11 janvier

⁵ QUATREMER Jean, *Faut-il « nationaliser » les vaccins contre le COVID-19?*, Libération, le 27 janvier 2021

⁶ SENECA Adrien, *Covid-19 : faut-il libérer les brevets des vaccins pour en produire plus ?*, *Le Monde*, le 09 février 2021

Dans l'immédiat, l'Union Européenne ne peut pas compenser ces retards de livraison bien que BioNTech et Pfizer ont promis jusqu'à 75 millions de doses supplémentaires. Ainsi Bruxelles envisage d'acheter les vaccins russe ou chinois afin de ne pas perdre plus de temps⁷. La seule condition serait que ces producteurs « montrent de la transparence ». La présidente de la Commission Européenne, Ursula Von der Leyen, a déclaré ne pas être opposée à l'accès des vaccins russe et chinois dans l'UE à condition de « *se soumettre aux règles d'examen* » de l'Agence européenne des médicaments (EMA), rejoint par Angela Merkel. De même, Emmanuel Macron a envoyé une mission scientifique en Russie pour discuter avec des équipes sur place. Pour la Chine et la Russie, les enjeux ne sont pas seulement sanitaires et économiques, mais bien diplomatiques et géopolitiques car comme l'explique la politologue Suerie Moon : « *à l'échelle d'un pays, avoir 'son' vaccin permet aux gouvernants de sauver la vie de nombreux concitoyens, de relancer l'économie et de gagner du crédit politique. Au niveau international, donner accès au vaccin favorise le renforcement des relations diplomatiques avec les pays bénéficiaires, qui deviennent d'une certaine façon redevable* »⁸.

Les vaccins : entre atouts stratégiques, outils d'influence et enjeux géopolitiques

« *Au-delà de son importance sanitaire, ce vaccin est devenu l'équivalent d'une arme nucléaire en termes d'importance stratégique, d'importance géopolitique, d'importance de sécurité et de souveraineté nationale* », analysait l'économiste de la santé Frédéric Bizard. L'épidémie étant à enrayer sur la terre entière, les enjeux entourant la vaccination sont colossaux. C'est l'occasion pour certains États d'avancer leurs pions sur l'échiquier politique mondial.

« *On voit bien que cette rivalité stratégique a un parfum de Guerre froide* »⁹, jugeait Pascal Boniface, le directeur de l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques. La géopolitique du vaccin a en effet ravivé de vieilles lignes de découpage du monde : l'occident contre le reste du monde. Le vaccin Spoutnik-V de la Russie l'illustre bien : référence directe aux satellites soviétiques placés en orbite durant la guerre froide, il montre que la Russie perçoit son vaccin comme un élément de prestige national. En 1957, ce « moment Spoutnik » a effrayé les Américains qui ont cru un instant qu'ils étaient déclassés stratégiquement par l'Union Soviétique. C'est le cas de la France, 6^e ou 7^e puissance économique mondiale, membre du Conseil de sécurité des Nations unies, du G7, du G20, détentrice de l'arme nucléaire et qui, pourtant, n'a pas de vaccin contre la COVID-19. Selon Antoine Levy, économiste et doctorant : « *la lenteur de la vaccination française est un symbole de notre déclin* »¹⁰.

⁷ LOVELAY Morris, *As Europe's vaccination efforts falter, Russia and China are now seen as options*, The Washington Post, le 5 février 2021,

⁸ AEBERHARDT Chloé, *Les vaccins sont devenus des atouts stratégiques pour les pays*, Le Monde, le 18 décembre 2020,

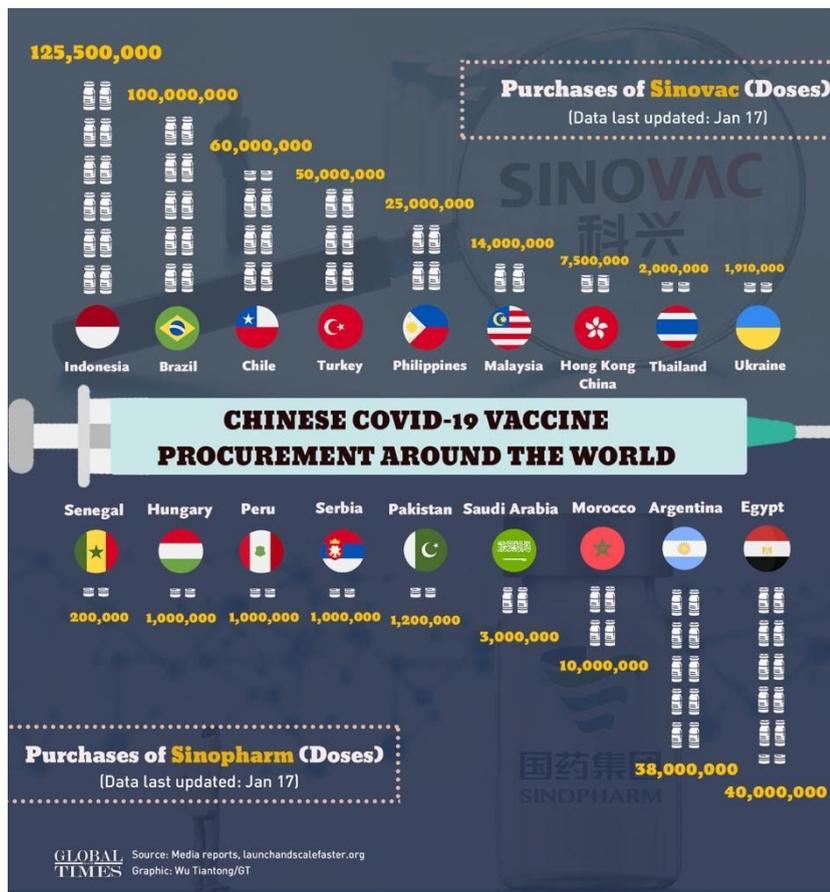
⁹ BRUNET Romain, *Le vaccin anti-Covid au cœur des stratégies géopolitiques*, France 24, le 29 janvier 2021

¹⁰ LEVY Antoine, « *La lenteur de la vaccination Française est un symbole de notre déclin* », Le Figaro, le 1 janvier 2021

COURSE AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19 : AU COEUR DES STRATÉGIES GÉOPOLITIQUES

Pour le moment c'est la Chine qui s'en sort le mieux, passant « d'accusé à sauveur du monde » en quelques mois. C'est en effet le seul pays dont la croissance économique est supérieure à 2% en 2020, couplé à des excédents commerciaux records de plus de 70 milliards de dollars. Son soft power est aussi grandissant dans les pays où a été déployée sa diplomatie des masques et du vaccin. Le ministre de l'industrie et de l'information Chinois a en effet annoncé le mois dernier la production de 1 milliard de doses, tout en ayant la capacité de subvenir au besoin national. La Chine augmente effectivement sa capacité de production afin de répondre non seulement à sa demande domestique mais aussi au large volume dont d'autres pays ont besoin. Durant un discours en mai 2020, le Président Xi Jinping a positionné le vaccin contre la COVID-19 comme un « bien public mondial », en ajoutant que « *ce sera la contribution de la Chine pour garantir l'accessibilité des vaccins dans les pays en développement* ». Au moins 14 pays ont acheté des vaccins anti COVID-19 à la Chine¹¹ et plusieurs ont reçu des doses gratuites, comme au Kirghizstan. Selon Sebastian Strangio de

The Diplomat, « *Bien qu'il y ait probablement des limites à la mesure dans laquelle les dirigeants chinois peuvent exercer leur avantage sans provoquer de contrecoup, la pandémie a clairement offert à Pékin une occasion unique de devenir un partenaire fiable - et inévitable - des nations asiatiques. Ils cherchent à se remettre de la pandémie* »¹². Le but de cette stratégie est d'installer une influence chinoise durable dans ces pays et de parier sur l'avenir. Les pays privilégiés par Pékin se trouvent d'ailleurs en partie sur les routes commerciales maritime par lesquels passent 90% des bateaux Chinois. La distribution des vaccins contre la COVID-19



devrait ainsi renforcer le projet des nouvelles routes de la soie, non seulement en raison des subventions et des prêts chinois pour l'achat de ses vaccins, mais aussi en couplant la distribution de vaccins à la promotion d'autres projets de développement¹³. Cependant au

¹¹ HUI Zang et YUWEI Hu, *At least 17 countries have purchased China-produced COVID-19 vaccine*, Global Times, le janvier 2021

¹² STRANGIO Sebastian, *China's Southeast Asian "vaccine diplomacy" comes into relief*, The Diplomat, le 5 novembre 2020

¹³ ALBERT Eleanor, *China's Ambitious COVID-19 Vaccine Targets*, The Diplomat, le 7 Janvier 2021

même moment que le lancement de sa stratégie vaccinale, les autorités de Pékin ont bloqué l'équipe de chercheurs de l'OMS, chargés d'examiner l'origine du COVID-19.

Les vaccins : « Un bien public mondial » ?

Le 26 janvier 2021, le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa a critiqué les occidentaux qui « ont acheté de grandes doses de vaccins dont le but était de les accumuler, se faisant au détriment des autres pays du monde qui en ont le plus besoin ». En effet, malgré un discours sur le vaccin « bien commun », les occidentaux ont subtilisé 80% de la production mondiale. Même si de nombreux dirigeants étaient d'accord en amont pour apporter une solution multilatérale à la pandémie mondiale, cette logique de solidarité s'est rapidement transformée en logique de concurrence.

Conscients de l'importance de rassembler leurs forces pour la recherche sur la COVID-19, différents acteurs internationaux dirigés par l'OMS, ont contribué à la création du mécanisme COVAX au début de l'épidémie. L'objectif est de rassembler les financements des États afin d'obtenir près de 2 milliards de doses pour protéger plus de 20% des populations d'ici la fin de 2021. Ainsi 92 pays à faibles revenus seront soutenus par le mécanisme de financement COVAX qui s'est engagé à obtenir les doses de cinq producteurs. Pfizer a annoncé en janvier 2021 un accord pour fournir jusqu'à 40 millions de doses. Cependant, les négociations sont difficiles et aucune dose n'a encore été administrée¹⁴.

En effet, les pays riches ont détricoté ce mécanisme de solidarité en concluant des accords bilatéraux, souvent à des conditions secrètes, créant un marché hyper concurrentiel dans lequel les pays les plus pauvres ne peuvent pas rivaliser pour acheter des doses¹⁵. Le Canada serait par exemple en mesure de vacciner cinq fois sa population. Ainsi le monde serait confronté à un « échec moral catastrophique (...) qui s'avèrera coûteux pour les pays les plus pauvres du monde »¹⁶, a averti le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En effet, alors que les « pays riches » commencent à vacciner leurs populations, les « pays pauvres » attendent toujours leurs premiers vaccins. Le Docteur Tedros a déclaré le 18 janvier : « La promesse d'un accès équitable est sérieusement menacée. Plus de 39 millions de doses de vaccin ont maintenant été administrées dans au moins 49 pays à revenu élevé. Seulement 25 doses ont été administrées dans un pays aux revenus les plus faibles. Pas 25 millions ; pas 25 mille ; seulement 25 ». Par nécessité, l'Union Africaine s'est lancée en concluant des accords pour 270 millions de doses, selon le Global Health Innovation Center de l'Université de Duke. Cependant les fabricants ont demandé l'accord en amont des pays riches où les bénéfices sont les plus élevés. Il continue à avertir sur les conséquences possibles, à savoir : « la thésaurisation, un marché chaotique, une réponse non coordonnée et des perturbations sociales et économiques continues ».

Dans ce contexte de rareté des vaccins, la donnée la plus importante à prendre en compte pour son octroi devrait être le degré d'urgence sanitaire. Les pays ne devraient pas vacciner selon

¹⁴ Communiqué de presse, *Mécanisme pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 : 172 pays participants et plusieurs vaccins candidats*, OMS, le 24 août 2020

¹⁵ Editorial board, *Rich countries' "me first" vaccine hoarding is leaving behind low-income nations*, le 24 Janvier 2021

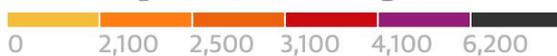
¹⁶ KELLY-LINDEN Jordan, *World faces 'catastrophic moral failure in race to vaccinate against COVID*, WHO wars, The Telegraph, le 18 janvier 2021

le nombre total de leur population mais en fonction de l'urgence sanitaire à laquelle ils font face.

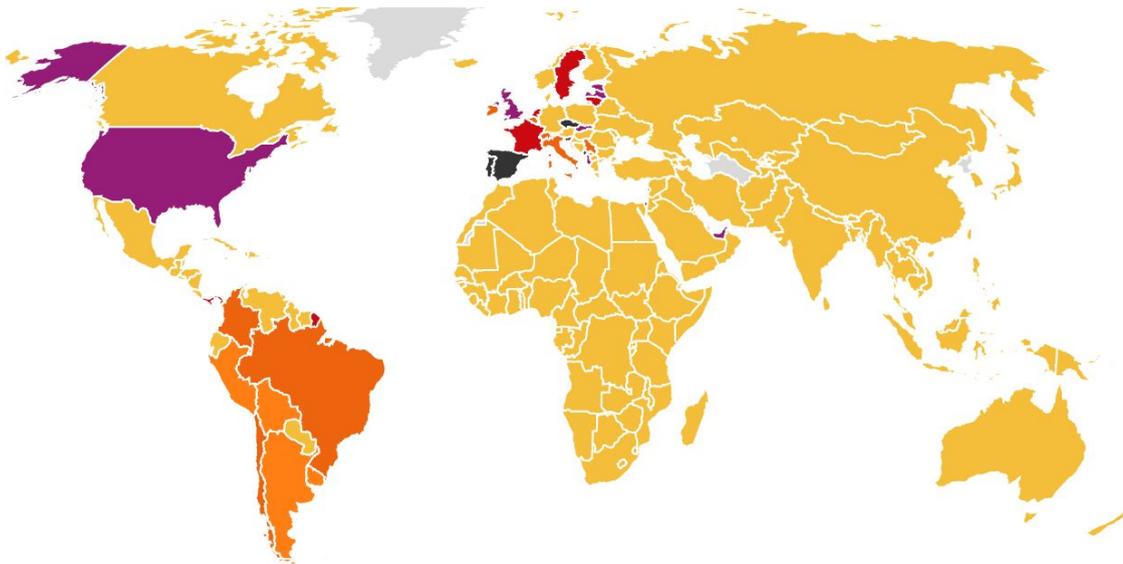
Avec la carte ci-dessous montrant les pays les plus touchés par l'épidémie de la COVID-19, on constate l'importance de rapidement vacciner en Espagne, en Suède ou aux États-Unis car ces pays sont touchés durement par la crise. Alors que pour certains pays Africains, l'urgence sanitaire est moins forte, comme l'a expliqué Antoine Bondaz, chercheur à la fondation de la recherche stratégique, le taux de cas étant moins fort que dans le reste du monde.

Which countries are being hit the hardest?

Case rate per 1m, last fortnight



Click to zoom into the map



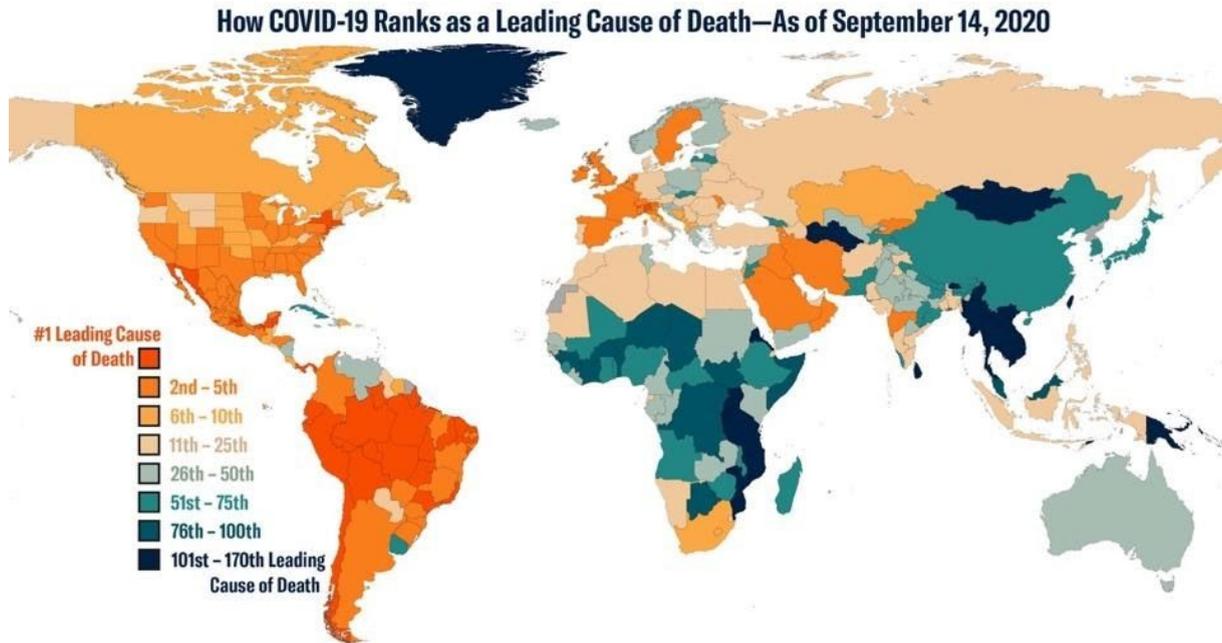
Source: Johns Hopkins University

Il est ainsi compréhensible que certains pays aient des doses avant d'autres. Cependant c'est un problème lorsque des pays font face à une urgence et ont un accès restreint au vaccin (Mexique, Colombie ou Argentine). C'est d'ailleurs sur ces pays que la Chine investit massivement. Selon Pascal Boniface, « *cela laissera des traces et de la rancœur dans les pays du Sud* ». ¹⁷

Depuis le début de la crise sanitaire, le monde entier est focalisé sur la COVID-19 et l'enrayement de l'épidémie. Cependant, d'autres maladies, telles que la tuberculose, continuent de toucher gravement certains pays et doivent aussi être éradiquées. Selon The Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), 170 causes de décès sont considérées sur la carte ci-dessous. Cette étude est basée principalement sur les données des décès collectées par le tableau de bord de l'Université John Hopkins. Les données de la Chine et du Turkménistan n'étaient pas disponibles. La carte montre ainsi que les pays dont la COVID-19 est la première cause de mortalité sont les États-Unis, le Mexique, le Brésil, l'Italie, le

¹⁷ «Les vaccins anti-Covid: une arme diplomatique ? », France 24, le 27 Janvier 2021

Pakistan et l'Inde. Une grande partie de l'Afrique est ainsi confrontée à d'autres maladies plus létales.



Ainsi mettre la priorité totale sur la COVID-19 est dangereux pour les pays qui sont confrontés à d'autres maladies létales. Cela a un impact sur les autres problématiques de santé, sur l'accès aux soins, le prix et la vaccination. Par exemple, l'OMS a annoncé vouloir vacciner 60% du continent. Or, le coût serait monumental et aurait pour conséquence un déplacement budgétaire d'éradication de maladies persistantes vers le vaccin contre le COVID-19.

Comment imaginer le futur ?

L'humanité est confrontée à une crise mondiale, sûrement la plus grande de notre génération. Il est impératif d'enrayer cette crise en agissant de manière multilatérale et décisive, en prenant en compte les conséquences à long terme de nos actions. Bien sûr, l'épidémie ne prendra fin que lorsque chaque pays sera en mesure de vacciner sa population. Selon Yuval Noah Harari, en cette période de crise, nous sommes confrontés à deux choix particulièrement importants : « *le premier se situe entre la surveillance totalitaire et l'autonomisation des citoyens. Le second est entre l'isolement nationaliste et la solidarité mondiale* »¹⁸.

Le choix de certains pays comme la Chine a été de surveiller la population avec les technologies en sanctionnant ceux qui ne respectent pas les règles. Tout ceci se fait avec de simples smartphones : le gouvernement Chinois oblige des millions de personnes à rapporter plusieurs informations sur leur température corporelle ou leur état médical et sont en mesure de savoir qui a été en contact avec qui. D'autres pays comme l'Israël ont aussi choisi cette technique en autorisant les services de sécurité intérieurs israéliens à déployer la technologie

¹⁸ HARARI Yuval Noah, *The world after coronavirus*, Financial Times, le 20 mars 2020

de surveillance normalement destinée à lutter contre le terrorisme pour traquer les patients contaminés par le coronavirus.

Il n'y a rien d'original dans ces techniques qui ont déjà été utilisées dans le passé pour traquer, surveiller ou même manipuler des populations comme dans le cas de l'affaire Cambridge Analytica. La pandémie peut alors marquer un tournant car au-delà de la normalisation du déploiement de la surveillance de masse, les outils ne seront pas délaissés après la fin de l'épidémie. Nous n'en connaissons pas le fonctionnement exact et sommes incapables d'en saisir toutes les subtilités à cause de son évolution ultra rapide. Harari ajoute que « *les mesures temporaires ont la mauvaise habitude de survivre aux urgences, d'autant plus qu'une nouvelle urgence se profile toujours à l'horizon* ». Il explique que c'est le cas d'Israël, qui n'a pas réussi à abolir toutes les « mesures temporaires » prises durant la guerre d'indépendance en 1948.

Mais la surveillance de masse n'est pas la seule option, il est possible de concilier protection de la santé et enrayerement de l'épidémie par le biais de la responsabilisation des citoyens. Ces efforts fructueux ont été atteints en Corée du Sud, à Taïwan et à Singapour. Même si ces pays ont fait usage des applications de suivis, ils se sont davantage appuyés sur la coopération volontaire d'un public bien informé. La confiance et la transparence est une autre manière pour que les citoyens se conforment aux directives de leurs gouvernements « *une population motivée et bien informée est généralement beaucoup plus puissante et efficace qu'une population ignorante et surveillée* ». Il est ainsi important que changent la communication de certains gouvernements et médias, en qui la confiance des citoyens diminue depuis plusieurs années. L'efficacité des campagnes de vaccination en est en jeu. Dans le cas de la France, seul 1 français sur 2 déclarait vouloir se faire vacciner en décembre 2020¹⁹.

La nécessité d'un plan global

Le deuxième choix important auquel nous sommes confrontés réside entre l'isolement nationaliste ou la sécurité globale. L'épidémie, la crise qui en résulte et la nature des chaînes d'approvisionnement sont d'échelle mondiale, si bien que chaque gouvernement ne peut pas se permettre d'avancer et de prendre des décisions de manière unilatérale. Il est nécessaire que nous y apportions une réponse globale et multilatérale à toutes les échelles.

Nous devons être convaincus que la coopération est plus utile que la compétition. Un esprit de coopération et de confiance est nécessaire pour partager des informations, des équipements de santé et des vaccins. En effet, si le monde ne se traite pas correctement, le virus continuera de revenir par vagues et perdurera très probablement. Pour ne pas perdre davantage de temps et aggraver la situation, les pays du monde doivent se mettre d'accord sur une stratégie globale.

Comme dans toute situation de guerre, il faut développer une stratégie efficace dans laquelle un certain nombre d'acteurs travailleront activement à l'éradication du problème de manière coordonnée. Aussi, les acteurs économiques devraient s'impliquer davantage comme dans le cas de l'entreprise Décathlon qui a autorisé des docteurs Italiens à adapter leurs masques de plongée en respirateurs en les augmentant avec des imprimantes 3D. Il s'agirait surtout de multiplier les chaînes de production des vaccins en réquisitionnant par exemple, les entreprises qui en ont les capacités de production. Dans l'immédiat, il est impératif de mettre en place un système multilatéral afin de distribuer des vaccins dans les pays en ayant le plus besoin et de ne pas simplement agir selon les lois du marché. Sur le long terme, tous les pays doivent avoir accès au vaccin.

¹⁹ IPSOS, *Global attitudes on a COVID-19 vaccine*, le 20 décembre 2020

De plus, il faut trouver un accord global pour les trajets à l'étranger. Les pays doivent coopérer pour au moins permettre les voyages essentiels (scientifiques, docteurs, journalistes, politiciens) car si tous les vols internationaux sont supprimés durant des mois, cela entraînera d'énormes difficultés.

Finalement, il est important de tirer les leçons du passé en se préparant à une maladie bien plus grave, comme alertait Michael Ryan, le chef du programme d'intervention d'urgence de l'OMS. En effet, même si la pandémie a eu de sévères impacts, le taux de létalité de la COVID-19 est raisonnablement faible. Il est donc nécessaire de trouver une solution, des protocoles et des accords multilatéraux pour prévenir et contrecarrer l'arrivée de nouvelles maladies qui pourraient être bien plus graves.

L'importance du long terme

Même si la résolution de la crise sanitaire doit être la priorité, il est aussi indispensable de ne pas négliger d'autres enjeux (militaires, économiques ou de développement durable) en prenant des décisions sur le long terme. D'ailleurs, il est important de ne pas rester entièrement focalisé sur la COVID-19 car des conflits perdurent à travers le monde, comme au Sahel ou en Europe de l'est. L'enjeu climatique est aussi très important à prendre en compte et la crise sanitaire nous a mis dans la perspective de solutions envisageables à explorer pour l'avenir.



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

